

# Le scrutin de tous les dangers au Congo

## À savoir

**La Conférence des évêques du Congo** s'est réunie trois jours à Kinshasa pour analyser le processus électoral. *"Nous devons tout mettre en œuvre pour éviter une parodie d'élections" qui "plongerait notre pays dans la violence"*, indique-t-elle.

**L'Union européenne** modulera *"son engagement futur"* au Congo en fonction de la crédibilité des élections, a prévenu cette semaine la cheffe de sa diplomatie, Federica Mogherini.

■ Les élections sont toujours annoncées pour le 23 décembre

■ Le régime du président hors mandat Joseph Kabila n'a rien fait pour favoriser le consensus autour de ces consultations

■ La personnalité du "dauphin", sous sanctions internationales, pose question.

## Analyse Marie-France Cros

**L**a campagne pour les élections présidentielle, législative nationale et législative provinciale du 23 décembre, a commencé jeudi à minuit au Congo. À Kinshasa, des affiches promouvant des candidats à la députation ont fait leur apparition, ainsi que des camionnettes avec écrans lumineux à la gloire du candidat kabiliste à la présidence, Emmanuel Ramazani Shadary. Cette apparence de normalité ne peut cependant masquer les gros risques de dérapage du processus électoral congolais.

Le régime du président hors mandat Joseph Kabila n'a en effet rien fait pour favoriser le consensus autour de ces consultations. Le fichier électoral reste ainsi corrompu par la présence de 6 millions d'électeurs douteux (soit 16% du corps électoral) puisqu'ils ont été enregistrés sans leurs empreintes digitales, en contravention avec la loi. Il n'a pas non plus libéré les prisonniers politiques et a exclu de la compétition les deux principaux rivaux de Joseph Kabila, Moïse Katumbi, ex-gouverneur du Katanga, et Jean-Pierre Bemba, candidat malheureux au second tour de la présidentielle de 2006. Depuis lors, la présidentielle ne compte plus qu'un tour, ce qui oblige l'opposition à s'unir sur un candidat unique.

### Kamerhe se désiste

Elle l'avait fait le 11 novembre, choisissant Martin Fayulu, avant

que, dès le lendemain, Felix Tshisekedi et Vital Kamerhe renient leurs engagements et rompent le front uni de l'opposition. Vendredi, les deux hommes ont annoncé depuis Nairobi que le second se désistait en faveur du premier, après plusieurs jours de négociations.

Le régime n'a pas non plus essayé de trouver un consensus sur la machine à voter, jugée illégale et non fiable par une bonne partie de l'opinion. Or les appareils ne sont pas encore déployés partout sur le territoire. Les machines sud-coréennes sont arrivées par trois endroits: celles du port de Matadi (RDC) sont en cours de déploiement dans l'ouest du pays par route et par fleuve. Celles arrivées à Lubumbashi (Haut-Katanga) sont en cours de déploiement dans les quatre provinces du Katanga, au Sud-Kivu et au Maniema, avec beaucoup de retards pour ces deux dernières provinces. Mais près de 8 000 machines ne sont même pas encore arrivées au port de Mombasa (Kenya), d'où elles devraient être transportées vers le nord-est du Congo et déployées au Nord-Kivu, les Haut-et-Bas-Uélé, ainsi qu'en Ituri – zones où la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) rencontre beaucoup de difficultés.

Les retards dans le déploiement des machines à voter entravent la formation ad hoc des 500 000 agents électoraux qui, grâce à une récente modification législative, devront aider la majorité des électeurs à voter: non seulement ceux-ci sont

largement analphabètes mais la grande majorité d'entre eux n'ont jamais utilisé d'ordinateur.

#### À quoi servira le matériel militaire ?

On constate également des retards dans l'affichage des listes électorales et dans l'accréditation des observateurs. À noter que l'Union européenne – qui insiste pour des élections “crédibles” – et le Centre Carter d'observation électorale n'ont pas été invités. C'est ce dernier qui avait été le plus actif pour révéler les fraudes massives des élections de 2011, jugées “non crédibles”. Le cycle électoral avait, en conséquence, été interrompu mais le président Kabila était resté au pouvoir.

Kinshasa, devant les critiques contre le manque d'inclusivité, de transparence et de consensus dans

les préparatifs des élections du 23 décembre, a refusé toute aide logistique étrangère, y compris celle de l'Onu. Fin octobre, le gouvernement congolais a déployé 170 camions militaires, des avions et des hélicoptères achetés pour l'armée congolaise et annoncé qu'ils serviraient à la Ceni pour déployer le matériel électoral. Or ces véhicules ne sont pas utilisés dans le déploiement des machines à voter; à quoi serviront-ils ? D'aucuns redoutent qu'il s'agisse de matériel de répression des troubles électoraux que beaucoup prévoient.

#### Inégalité de traitement et population exaspérée

Problème aussi que l'inégalité de traitement entre candidats. Le candidat kabiliste, Ramazani Shadary, a commencé sa campagne avant les autres, en dépit de la loi. Il le fait avec le personnel et les ressources de l'État, malgré l'interdiction expresse de la Constitution et de la loi électorale; la plainte déposée contre lui pour ces délits reste sans effet jusqu'ici. Il est le seul, jusqu'à présent, à avoir reçu la protection policière prévue par la loi pour les candidats. La RTNC (Radio télévision nationale du Congo) se fait son porte-voix depuis des semaines, au détriment de ses rivaux, bien que la loi l'interdise.

Ces faveurs, ainsi que la trahison de Félix Tshise-

kedi et Vital Kamerhe, augmentent évidemment fortement le poids électoral de Ramazani Shadary – par ailleurs personnage faillot, peu populaire même chez les kabilistes, et objet de sanctions internationales pour sa responsabilité dans de sanglantes répressions. Ce rouleau compresseur irrite encore plus une population largement excédée par le régime, comme le montrent quelques épisodes de violence à l'encontre des représentants du kabilisme.

Les observateurs à Kinshasa notent aussi que les deux moments d'enthousiasme populaire de cette année électorale ont été le 8 août, quand Kabila a annoncé qu'il proposait un dauphin – donc qu'il quitterait enfin le fauteuil présidentiel où il s'est incrusté – et le 11 novembre, quand l'opposition a annoncé son candidat unique – joie suivie d'une énorme déception le 12, en raison du revirement de Tshisekedi et Kamerhe.

#### Un report ou des élections tronquées

Bien que les autorités martèlent que les scrutins auront bien lieu le 23 décembre, des doutes existent, même au sein de la Majorité présidentielle, en raison des retards dans l'organisation du scrutin. “Deux issues sont possibles, indique à *La Libre Belgique* un analyste à Kinshasa. Soit, en cours de campagne, ils annoncent un report technique de quelques semaines. Soit ils maintiennent la date du 23 décembre mais les scrutins ne peuvent avoir lieu partout. Les territoires qui n'auront pas voté voteront alors bien plus tard, ce qui pose un problème pour la présidentielle: on ne peut attendre aussi longtemps pour désigner le chef de l'État. Tout dépend de la quantité de l'électorat affectée; si c'est plus que 5 %, ce ne sera pas tenable, parce que pour une élection présidentielle à un seul tour, avec 21 candidats, quelques pourcents peuvent faire la différence et inverser les résultats.”

Le Congo a encore des journées “chaudes” devant lui.

Le candidat  
kabiliste à  
la présidence  
fait campagne  
en violation de  
la Constitution  
et de la loi  
électorale.